

Haroun et Brahim : de quel crime leur mort est-elle le nom ?

«Exécutons les criminels, les pédophiles, tuons-les tous. Et le crime, la maladie, la mal-vie, le malaise social, la frustration collective, l'échafaud leur convient-il ? ⁽¹⁾» Il est toujours bon d'assister au sursaut de l'intelligence quand la psychose devient le seul guide du peuple.

Ces mots écrits par le chroniqueur Abdou Semmar qui sait situer la source du mal sont sans doute la plus belle réaction que l'on ait pu lire au milieu du tumulte des appels au meurtre suivant l'horrible découverte, mardi 12 mars, des corps sans vie de Haroun-Zakaria Boudeïra et Brahim Hachiche, deux enfants âgés de 9 et 10, ans disparus quelques jours avant à Constantine. Une colère légitime a immédiatement saisi les Constantinois qui, selon les médias, ont demandé l'exécution des coupables de ces crimes. Un appel lancé également par de nombreux réseaux sociaux algériens.

Comme l'évoque le chroniqueur Abdou Semmar, la condamnation à mort des coupables ne résoudra rien à l'origine des ce type de malheur même si la terrible découverte peut expliquer une telle réaction émotionnelle. Loin de là, elle risque de les aggraver car elle ne ferait que donner l'impression d'avoir réglé un problème qui nécessite réflexion et analyse pour être surmonté.

Oublier la mort de la petite Shaïma à Alger, faire semblant d'ignorer que d'autres crimes de ce genre ont déjà été commis et seront commis par ailleurs pour faire des coupables réels ou présumés de ces crimes odieux les boucs émissaires d'un problème collectif qui nous concerne toutes et tous, c'est reproduire, cette fois-ci de manière légale, le même crime qu'eux.

Trouver les vrais coupables

Et si nous étions toutes et tous responsables de ces crimes – du moins sur le plan moral – à commencer par les gouvernants et faiseurs de lois ? C'est la question que l'on doit se poser. En effet, il est évident que ces meurtres trouvent leurs premières raisons dans les dérives politiques enregistrées cette dernière décennie.

En parlant de dérives politiques, nous renvoyons clairement à la politique de l'amnistie nationale qui absout les auteurs des crimes des années 1990 et va jusqu'à faire d'eux une classe de privilégiés disposant de tous les droits : emplois, pensions, logements... Mais la plus grande et la plus dangereuse dérive de cette loi d'amnistie est d'ordre langagier : elle consiste en l'interdiction de parler de «terrorisme» et d'imposer une nomination officielle de la période des années 1990 qui est «la tragédie nationale».

Cette nomination inscrit, d'une part, le traumatisme de la décennie noire dans le registre du mythe, de la théâtralité et, d'autre part, elle en fait une nécessité rédemptrice qui dépossède les victimes et leurs proches de la légitimité de leur souffrance. «Tragédie» vient en effet du mot grec «tragos» qui signifie «bouc» et qui renvoie au bouc émissaire, à ce qui est sacrifié pour assurer la renaissance et la cohésion du groupe. La censure ne s'arrête pas là. Elle va plus loin puisque les universitaires algériens ne sont pas autorisés à mener des recherches sur les traumatismes liés à cette période.

Que reste-t-il donc à une société qui ne peut pas nommer ses blessures et ses souffrances sinon se laisser guider par son inconscient marqué par des exactions d'une inhumanité absolue ? L'impossibilité de faire passer le traumatisme dans le champ du symbolique et du conscient amène le sujet social le plus fragile à reproduire de manière primaire les actes qui sont à l'origine du mal. C'est ce qui se produit à travers ces enlèvements d'enfants et leur meurtre. Le fait que ce soit des enfants qui soient les premières – même si ce ne sont pas les seules – victimes est très symbolique et doit être interprété comme tel, d'autant que les auteurs de ces crimes – si l'on se fie aux informations rapportées par les médias – sont des hommes qui étaient, dans les années 1990, des enfants. Nous pouvons ici nous interroger sur l'explication à donner à de tels actes : ne sont-ce pas, chez l'auteur du crime, le résultat du besoin inconscient de reproduire

re une souffrance et un traumatisme liés à une enfance vécue dans une société en guerre où il est aujourd'hui impossible d'exprimer sa détresse autrement que par le passage à l'acte commandé par l'instinct de mort, acte dont le meurtrier ne peut attendre ni plaisir ni guérison ? Là est la question à laquelle les scientifiques algériens devraient répondre en interrogeant les auteurs des crimes. Mais encore faut-il que les autorités permettent un tel travail.

La culture, de l'interdiction coloniale à l'interdiction postindépendance

Cette situation régressive est rendue possible par la censure qui frappe aussi la culture. On peut même se demander ce qu'il reste de «culturel» dans un pays où le système scolaire et universitaire est radicalement détruit. Il faut cesser de se mentir : l'objectif de l'école algérienne n'est plus de former des savants à l'esprit libre et curieux mais des ignorants aliénés aux discours et aux rites religieux ainsi qu'au sentiment nationaliste. L'interdiction de «se nommer» est également de rigueur sur les bancs de l'école.

Alors que les pays développés encouragent les enfants à lire des ouvrages entiers dès le niveau primaire, en Algérie, les lycéens doivent se contenter d'extraits de textes soigneusement sélectionnés par le ministère de l'Education – une sélection qui est en réalité un héritage et une répétition d'une loi laissée par la France coloniale interdisant aux élèves de lire autre chose que les textes des manuels scolaires.

Les universitaires ne font pas mieux. Il nous est arrivé de rencontrer des diplômés qui n'ont lu que trois livres en leur vie. Parallèlement à cela, la poésie orale est en net recul. La chanson qui a longtemps été un vecteur de transmission pour cette poésie est aujourd'hui dans une situation lamentable avec des textes surprenant par leur manque d'intérêt et de sens. Et lorsque des jeunes s'organisent pour inscrire leurs revendications sociales dans le cadre d'une culture de la manifestation et de la liberté d'expression, les autorités les forcent à se taire, les censurent en les tabassant, les arrêtant.

En disant cela, nous n'apprenons rien au lecteur qui sait la décrépitude généralisée qui frappe notre société. Mais il était important d'établir ce rapport de la faillite culturelle car elle désarme la société qui ne peut plus inventer les symboles nécessaires et suffisamment efficaces pour gérer sa folie et exprimer ses traumatismes d'une manière autre que brutale. C'est justement l'incapacité d'effectuer un travail de symbolisation ou de faire passer sa souffrance par le champ de la parole qui amène les commentateurs et la population à réagir au meurtre des enfants par l'exigence de l'exécution des auteurs du crime.

Souvenons-nous : après l'indépendance algérienne, l'Etat a interdit la réflexion sur la guerre et les traumatismes qu'elle a légués. Il a imposé une histoire officielle falsifiée et mystificatrice. La conséquence d'un tel choix, accumulé avec d'autres décisions catastrophiques comme l'étatisation de la religion, a mené inévitablement à la guerre des années 1990 qui n'a été, elle aussi, qu'une répétition primaire des violences coloniales. Aujourd'hui, avec ces crimes, force est de constater que l'Algérie est au bord d'une nouvelle catastrophe qui constituerait la répétition des actes de la décennie noire. Pour cela, il ne manque qu'une chose, ou plutôt qu'une personne : un homme de l'envergure d'Ali Benhadj, c'est-à-dire qui ait la même capacité à socialiser les délires du peuple. Même si on ne peut que souhaiter le contraire, il est évident que si l'Algérie continue sur cette pente historique dangereuse, cet homme-là viendra. Ce ne sera pas un islamiste, c'est sûr. Sera-t-il un opposant charismatique, un homme du régi-

me... ? Impossible de le dire pour l'heure, mais ce qui est certain c'est que ce sera un homme qui sait parler et qui sait nommer fût-il de manière perverse les blessures d'une population qui a soif du pouvoir de la parole.

Un danger exagéré ?

On risque de se montrer surpris et de considérer que le danger qui guette l'Algérie est ici exagéré. Une preuve parmi tant d'autres sur la réalité de la menace : le pays est incontestablement rythmé, ces dernières années, par les suicides et les immolations par le feu, notamment – symboliquement – devant les institutions officielles (tribunaux, commissariats de police, mairies...) accusées – toujours symboliquement – de censurer le cri de détresse des sujets marginalisés à l'extrême. L'acte du suicide est donc une façon de forcer l'autre à entendre ce que la victime a à dire, ce qui a été tenu dans le domaine de l'inouï et de l'innommé par la faute d'hommes autoritaires d'un narcissisme pervers. C'est aussi une façon de radicaliser la censure de la parole par l'effacement de l'être qui passe par l'immolation par le feu. Le peuple algérien reste généralement passif devant ces suicides, et les autorités indifférentes ne doivent pas oublier que dans l'histoire des sociétés suicidaires, il est toujours un moment où le suicide est interrogé : pourquoi se suicider ? Qui est le vrai coupable ? Qu'est-ce que cela peut changer pour le suicidaire et/ou pour son entourage ? Or, tout le monde sait qu'un suicidaire qui interroge le suicide n'exécute plus son acte contre lui-même mais contre les autres.

Cela veut dire que le suicidaire devient un meurtrier, que le souffrant au lieu de s'auto-supprimer sexualise la souffrance en l'infligeant à d'autres, dans ce cas aux enfants. Et quand on voit la souffrance qui mine les esprits et l'augmentation des actes de suicide, on ne peut que craindre que les meurtres comme ceux qui viennent de secouer Constantine ne se multiplient avec le temps et ne soient que les signes annonciateurs de quelque chose de plus grave et de plus ravageur que seul le retour à la culture et à la liberté de nommer peut empêcher.

Autrement dit, sans compter sur la magnanimité de l'Etat – d'autant qu'elle est inexistante – il est plus que jamais urgent pour notre société de rétablir le dialogue entre ses citoyens pour que finisse cette «Algérie du monologue» qui est le produit de la victoire de la mentalité du FIS. Celle-ci veut que chacun sache tout et n'ait nul besoin de l'autre pour progresser et s'épanouir. L'intégrisme religieux et la hogra ont tué l'altérité dans notre pays. Or, la continuité et le renouvellement de la vie ne passent que par l'Autre ; cet Autre qui est insulté, agressé et violenté dans la rue, dans les transports publics..., partout où il se manifeste, même dans sa maison.

Le salut ne viendra que de la culture

Le rétablissement du dialogue et de l'expression de soi devant les autres peut passer par la création d'espaces de culture, de loisirs où la curiosité et la tolérance seraient les valeurs commanditaires. Ces espaces joueraient le rôle salvateur d'hétérotopies heureuses dans un pays où elles se font de plus en plus rares. Les hétérotopies, ce sont des «sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables» (Michel Foucault).

Les plus populaires et les plus basiques sont transformées dans notre pays en topos, soit en espace de réalité où la violence et les interdits du quotidien se sont installés : l'école, la plage, les hôpitaux, les stades, les espaces verts... Dernière hétérotopie heureuse à avoir été rattrapée par la violence politique, le cinéma est interdit par un maire d'Alger sous prétexte que les salles de projection seraient des lieux de débauche : la culture serait donc immorale.

L'amenuisement des espaces hétérotopiques transforme ainsi l'Algérie en une grande prison où l'hypocrisie générale, particuliè-

Par Ali Chibani
(écrivain, journaliste)

rement des jeunes générations, rend l'atmosphère encore plus irrespirable. On peut dès lors comprendre toutes celles et tous ceux qui se plaignent en disant : «On étouffe dans ce pays.» En parlant de l'«hypocrisie générale» qui domine notamment chez les jeunes, nous voulons pointer du doigt une autre source de violence. Il est facile de reconnaître aujourd'hui que les jeunes Algériens, encouragés par la démocratisation des outils de communication (téléphone, internet) ainsi que par l'accès des femmes à la vie professionnelle et à l'espace public ont envie de briser certains tabous, notamment liés à la sexualité hors mariage.

Mais cette hypocrisie fait de chacun(e) de nous un «briseur de tabous en cachette». Les couples non mariés se cachent pour s'aimer. Ils s'inventent ce que Michel Foucault a appelé des «hétérotopies de déviation» (ce qui veut dire qu'ils sont considérés comme déviants) en allant dans des lieux isolés, éloignés, parfois dangereux, comme les forêts inaccessibles au grand public où la police finit toujours par les rattraper.

Mais là où le bât blesse, c'est quand ces jeunes hommes et jeunes femmes, revenus dans leur espace social après avoir bravé l'interdit, se transforment en gendarmes et en vigiles de la morale qui, après avoir fait miroiter de nouvelles formes de plaisirs à leur génération, les leur refusent. Les hommes et les femmes qui n'y ont pas accès cèdent, pour certain(e)s, aux plaisirs des rencontres virtuelles ou téléphoniques comme tout le monde peut le vérifier sur les sites d'hébergement de vidéos sous le titre de «Mémo vocal», rencontres où le langage crû et l'avilissement de l'interlocuteur ou interlocutrice l'emporte sur le désir d'affection.

Chez d'autres, les frustrations résultant du déplaisir de n'être pas comme les autres conduisent inmanquablement à des actes de violence parmi lesquels le viol. Ce manque de courage est un autre ingrédient qui fera exploser le taux des violences en Algérie où l'amour – gage de progrès dans l'histoire de l'humanité – est considéré comme une faiblesse ou un déshonneur. Il faut ajouter ici un autre plaisir source de frustrations et d'inégalités de plus en plus manifestes : l'argent et les richesses matérielles. Une grande partie des Algériens en est privée pendant que la petite partie restante en possède à l'excès et s'en vante sans vergogne au point de susciter des désirs dont la réalisation peut passer par n'importe quel recours, fût-il criminel.

Que les innocents se montrent...

Il faut ainsi s'attendre que cette même hypocrisie amène bien des lectrices et lecteurs, notamment les plus aliénés à la religion politisée, à céder à l'invective et à l'insulte contre l'auteur de ces lignes qui sera fort probablement accusé de vouloir «occidentaliser» les Algériens confirmant ainsi notre conception du progrès et de l'altérité comme des dangers permanents pour un «nous» de plus en plus diffus, délié (la croissance exponentielle des divorces en est une preuve cinglante) et insaisissable. Cependant, l'heure est grave et le silence ne peut plus être un gage de sécurité ni de pudicité pour personne.

Il est temps pour que nous, Algériens, apprenions à considérer les phénomènes de violence dans leur ensemble dans le but d'identifier leur(s) source(s) et surtout afin de garder un peu d'humanité dans ce pays qui souffre tant et qui méconnaît encore ce qu'est la paix de vivre ensemble.

Appeler à exécuter un (présumé) meurtrier, c'est tout simplement agir comme lui alors que la raison voudrait qu'on agisse sur les causes de son crime.

Et si l'on devait considérer ces causes et les condamner à la peine de mort, qui parmi nous pourrait se dire innocent ?

A. C.

⁽¹⁾ Lire *Assassins, pédophiles, tuez-les tous ! Et après ?*, Algérie-Focus, 13 mars 2013.